

**S.A. LeGuide.com**

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2014**

**BECOUBE**

**1, RUE DE BUFFON**

**49100 ANGERS**

**MAZARS**

**61, RUE HENRI REGNAULT TOUR EXALTIS**

**92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX**

## **S.A. LeGuide.com**

**Société Anonyme au capital de 1 613 647 €**

**Siège social : 12, rue Godot de Mauroy 75009 Paris**

**RCS Paris 425 085 875**

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2014**

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société LeGuide.com, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I - Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 5 « Faits postérieurs à la clôture des comptes annuels ».

## **II - Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- Votre société retient pour les tests d'évaluation des titres de participation, l'actualisation des flux de trésorerie d'exploitation attendus sur la base des données prévisionnelles, comme cela est exposé en note 3.3 de l'Annexe. Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis et des estimations retenues par votre société, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour les données prévisionnelles et de l'évaluation des titres de participation qui en résulte, et nous avons vérifié que la note 4.3 de l'annexe donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

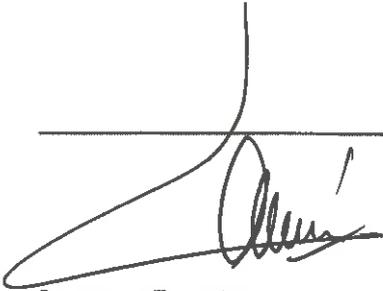
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

*Fait à Courbevoie et à Angers, le 29 avril 2015*

*Les commissaires aux comptes*

**B E C O U Z E**



---

**ISABELLE FAUCHER**

**M A Z A R S**



---

**BRUNO BALAIRE**

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
<b>Actif Immobilisé</b>						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	1 946 410,50	1 634 508,12	311 904,38	0,72	466 874,57	0,77
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	141 298,00	141 298,00				
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage Industriels						
Autres immobilisations corporelles	2 487 625,89	1 181 398,95	1 286 228,94	2,88	1 408 452,87	2,32
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	20 895 083,87	14 515 600,00	6 379 483,87	14,78	10 585 083,87	17,39
Créances rattachées à des participations	11 850 000,00	11 850 000,00			14 850 000,00	24,44
Autres titres immobilisés	54 058,51		54 058,51	0,13	31 788,85	0,05
Prêts						
Autres immobilisations financières	221 148,04		221 148,04	0,51	253 805,79	0,42
<b>TOTAL (I)</b>	<b>37 575 622,81</b>	<b>29 322 801,07</b>	<b>8 252 821,74</b>	<b>18,13</b>	<b>27 575 985,95</b>	<b>45,38</b>
<b>Actif circulant</b>						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits Intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	10 296 029,55	2 197 837,76	8 098 191,79	18,77	7 992 385,82	13,15
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel					50 109,42	0,08
. Organismes sociaux	6 366,37		6 366,37	0,01	9 826,27	0,02
. Etat, Impôts sur les bénéfices					3 243 640,00	5,34
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	665 788,13		665 788,13	1,54	601 882,61	0,99
. Autres	19 818 588,51		19 818 588,51	45,93	3 897 735,34	6,41
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	4 292 700,00		4 292 700,00	9,95	6 433 000,00	10,59
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	1 422 929,81		1 422 929,81	3,30	10 519 088,04	17,31
Charges constatées d'avance	594 075,80		594 075,80	1,38	438 566,35	0,72
<b>TOTAL (II)</b>	<b>37 096 475,97</b>	<b>2 197 837,76</b>	<b>34 898 638,21</b>	<b>80,87</b>	<b>33 186 213,85</b>	<b>54,82</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
<b>TOTAL ACTIF (0 à V)</b>	<b>74 672 098,78</b>	<b>31 520 638,83</b>	<b>43 151 459,95</b>	<b>100,00</b>	<b>60 762 199,80</b>	<b>100,00</b>

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois)	
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social ou individuel ( dont versé : 1 813 647,00 )	1 813 647,00	4,20	1 788 717,00	2,95
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	19 522 617,74	45,24	19 216 249,74	31,83
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	178 971,45	0,41	177 867,45	0,29
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	24 796 708,80	67,46	19 985 200,90	32,89
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-15 197 189,84</b>	<b>-35,21</b>	<b>4 824 891,90</b>	<b>7,94</b>
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées	1 209 637,57	2,80	1 357 288,43	2,23
<b>TOTAL(I)</b>	<b>32 324 392,72</b>	<b>74,91</b>	<b>47 351 213,42</b>	<b>77,99</b>
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
<b>TOTAL(II)</b>				
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour risques	236 000,00	0,58	66 350,00	0,11
Provisions pour charges				
<b>TOTAL (III)</b>	<b>236 000,00</b>	<b>0,55</b>	<b>66 350,00</b>	<b>0,11</b>
<b>Emprunts et dettes</b>				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts				
. Découverts, concours bancaires	19 972,01	0,05	4 671,03	0,01
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	21 532,83	0,05	7 032,83	0,01
. Associés	14,22	0,00	3 125 995,22	5,14
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 058 686,83	18,68	6 034 316,45	8,93
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	709 648,80	1,64	1 036 854,48	1,71
. Organismes sociaux	692 602,83	1,81	662 227,73	1,09
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	909 984,86	2,11	1 363 882,57	2,24
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	136 999,00	0,32	194 248,67	0,32
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	41 826,25	0,10	915 407,39	1,51
Instrument de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL(IV)</b>	<b>10 591 067,23</b>	<b>24,54</b>	<b>13 344 636,38</b>	<b>21,98</b>
Ecart de conversion passif	(V)			
<b>TOTAL PASSIF (I à V)</b>	<b>43 151 459,95</b>	<b>100,00</b>	<b>60 762 199,80</b>	<b>100,00</b>

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
Ventes de marchandises									
Production vendue biens									
Production vendue services	24 951 716,67	6 170 912,35	31 122 629,02	100,00	34 237 022,50	100,00	-3 114 393		
<b>Chiffres d'Affaires Nets</b>	<b>24 951 716,67</b>	<b>6 170 912,35</b>	<b>31 122 629,02</b>	<b>100,00</b>	<b>34 237 022,50</b>	<b>100,00</b>	<b>-3 114 393</b>		
Production stockée									
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation			16 942,84	0,05	76 707,58	0,22	-59 765	-77,80	
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			6 578 172,37	21,14	2 746 455,35	8,02	3 831 717	138,52	
Autres produits			2 602,76	0,01	7 004,49	0,02	-4 402	-62,84	
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>37 720 346,99</b>	<b>121,20</b>	<b>37 067 189,90</b>	<b>108,27</b>	<b>653 157</b>		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)									
Variation de stock (marchandises)									
Achats de matières premières et autres approvisionnements									
Variation de stock (matières premières et autres approv.)									
Autres achats et charges externes			20 667 054,97	66,41	20 786 871,33	60,71	-119 817		
Impôts, taxes et versements assimilés			421 981,03	1,36	511 272,07	1,49	-89 291	-17,46	
Salaires et traitements			4 514 011,24	14,50	5 031 161,07	14,70	-517 150	-10,27	
Charges sociales			2 053 372,68	6,60	2 149 861,70	6,28	-96 489	-4,48	
Dotations aux amortissements sur immobilisations			828 587,07	2,66	699 069,23	2,04	129 518	18,53	
Dotations aux provisions sur immobilisations									
Dotations aux provisions sur actif circulant			2 097 156,25	6,74	871 753,58	2,56	1 225 403	140,57	
Dotations aux provisions pour risques et charges			236 000,00	0,76			236 000	N/S	
Autres charges			1 919 595,89	6,17	630 434,52	1,84	1 289 161	204,49	
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>			<b>32 737 759,13</b>	<b>105,19</b>	<b>30 680 423,50</b>	<b>89,61</b>	<b>2 057 336</b>		
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>4 982 587,86</b>	<b>16,01</b>	<b>6 386 766,40</b>	<b>18,65</b>	<b>-1 404 179</b>	<b>-21,98</b>	
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>									
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)									
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)									
Produits financiers de participations			91 147,45	0,29	292 040,20	0,86	-200 893	-69,76	
Produits des autres valeurs mobilières et créances									
Autres intérêts et produits assimilés			200 172,27	0,64	281 517,58	0,82	-81 345	-28,99	
Reprises sur provisions et transferts de charges									
Différences positives de change			685,37	0,00	43 001,57	0,13	-42 316	-89,40	
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
<b>Total des produits financiers (V)</b>			<b>292 005,09</b>	<b>0,94</b>	<b>616 559,35</b>	<b>1,80</b>	<b>-324 554</b>	<b>-62,63</b>	
Dotations financières aux amortissements et provisions			19 035 600,00	61,16			19 035 600		
Intérêts et charges assimilées			11 090,41	0,04	31 262,13	0,09	-20 172	-84,52	
Différences négatives de change			196,27	0,00	1 619,90	0,00	-1 423	-87,88	
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements									
<b>Total des charges financières (VI)</b>			<b>19 046 886,68</b>	<b>61,20</b>	<b>32 982,03</b>	<b>0,10</b>	<b>19 014 004</b>		
<b>RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)</b>			<b>-18 754 881,59</b>	<b>-60,26</b>	<b>583 677,32</b>	<b>1,70</b>	<b>-19 338 558</b>		
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-III-IV+V-VI)</b>			<b>-13 772 293,73</b>	<b>-44,24</b>	<b>6 970 443,72</b>	<b>20,39</b>	<b>-20 742 736</b>		

COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2014 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2013 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	25 500,00	0,08			25 500	NS
Produits exceptionnels sur opérations en capital	5 224,17	0,02	3 809,05	0,01	1 615	44,76
Reprises sur provisions et transferts de charges	242 079,98	0,78	415 071,22	1,21	-172 992	-41,87
<b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>	<b>272 804,15</b>	<b>0,88</b>	<b>418 680,27</b>	<b>1,22</b>	<b>-145 876</b>	<b>-34,83</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 928,05	0,01	2 024,78	0,01	902	44,57
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	16 019,09	0,05	1 203,59	0,00	14 816	NS
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	94 431,12	0,30	150 344,72	0,44	-55 913	-37,19
<b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>113 376,26</b>	<b>0,36</b>	<b>153 573,09</b>	<b>0,45</b>	<b>-40 197</b>	<b>-26,16</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>159 427,89</b>	<b>0,51</b>	<b>265 107,18</b>	<b>0,77</b>	<b>-105 680</b>	<b>-39,85</b>
Participation des salariés (IX)	140 743,00	0,45	348 985,00	1,02	-208 242	-59,66
Impôts sur les bénéfices (X)	1 443 581,00	4,54	2 061 674,00	6,02	-618 093	-29,97
<b>Total des Produits (I+III+V+VII)</b>	<b>38 285 156,23</b>	<b>123,01</b>	<b>38 102 429,52</b>	<b>111,29</b>	<b>182 727</b>	
<b>Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>53 482 346,07</b>	<b>171,94</b>	<b>33 277 537,62</b>	<b>97,20</b>	<b>20 204 809</b>	
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>-15 197 189,84</b>	<b>-48,82</b>	<b>4 824 891,90</b>	<b>14,09</b>	<b>-20 022 080</b>	
	<i>Perte</i>		<i>Bénéfice</i>			
Dont Crédit-bail mobilier						
Dont Crédit-bail immobilier						

**LEGUIDE.COM**

**Société Anonyme au capital de 1 813 647 €**

**12 rue Godot de Mauroy**

**75009 Paris**

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS CLOS LE 31 DECEMBRE 2014**

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 de la société Leguide.com SA se caractérisent par les données suivantes :

Total bilan : 43 151 460 €

Résultat de l'exercice (Perte) : (15 197 190) €

La période de l'exercice recouvre l'année civile 2014.

Les notes ou tableaux qui suivent font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Les agrégats financiers de l'annexe sont communiqués en Euros, sauf précisions autres.

**NOTE 1 : PRESENTATION DE L'ACTIVITE**

Le groupe LEGUIDE.COM opère des sites Internet spécialisés dans le shopping, à savoir des annuaires du e-commerce, des moteurs de recherche dédiés au shopping, des comparateurs des guides d'achats. Il déploie et met à disposition des internautes ses techniques et solutions de recherche sur le web notamment grâce au moteur de recherche qu'il a développé ainsi que de nombreuses fonctionnalités facilitant leurs recherches. Le groupe propose aux e-commerçants des programmes de référencement permettant d'augmenter leur visibilité et leurs ventes sur Internet.

Le réseau de la société est opérationnel dans 14 pays européens : France, Belgique, Allemagne, Autriche, Suisse, Luxembourg, Espagne, Royaume-Uni, Irlande, Pologne, Italie, Pays-Bas, Suède et Danemark.

**NOTE 2 : FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

Les éléments présentés ci-dessous concernent les comptes consolidés du Groupe LeGuide dont la SA LeGuide.com est la société-mère.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 s'est établi à 21,2 M€, soit en recul de 3,2 M€ par rapport au premier semestre 2013.

Après un premier trimestre en fort repli -2,2 M€, le second trimestre avait constaté une amélioration avec un recul limité de 0,9 M€ de son chiffre d'affaires par rapport à la même période l'année précédente. Cette performance était liée à la bonne tenue de l'activité en France (LeGuide.com: +0,3 M€) sur le second trimestre. Sur le premier semestre, l'activité de Ciao était en recul de -2,0 M€ mais les mesures prises avaient permis d'enrayer la baisse et de stabiliser l'audience à partir du deuxième trimestre.

L'activité du troisième trimestre 2014 s'était inscrite en progrès avec un chiffre d'affaires en recul de seulement 4 % à 9,3 M€ (contre 9,7 M€ au 3e trimestre 2013). Cette amélioration était due à la politique de diversification du trafic, aux investissements menés dans le mobile et dans le déploiement de nouvelles versions des sites.

L'analyse plus détaillée de l'activité montrait comme au cours du second trimestre que, malgré la bonne performance de LeGuide.com en France (+ 9 % au troisième trimestre), le groupe enregistrait un recul persistant de Ciao. Sur les 9 premiers mois, le chiffre d'affaires s'établissait ainsi à 30,6 M€, soit -10,3 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Au cours du quatrième trimestre, LeGuide a été fortement impacté par les baisses d'audience liées au changement d'algorithme Panda 4.1 déployé par Google début Octobre. En conséquence, le chiffre d'affaires du groupe LeGuide au quatrième trimestre était en repli de 26% pour s'établir à 8,5 M€ (contre 11,5 M€ à l'exercice précédent). Le Guide.com résistait mieux avec un recul de 17% contre une baisse de 50% pour Ciao.

Pour faire face à cette situation et au recul persistant de Ciao, LeGuide a réagi notamment en restructurant ses activités. La décision a été prise lors du conseil d'administration du 17 Décembre 2014 de procéder à la fermeture de l'établissement historique de Ciao à Munich et l'ensemble des activités seraient désormais opérées depuis Paris.

Sur l'ensemble de l'exercice 2014, le groupe enregistre un chiffre d'affaires de 39 M€ (-14% par rapport à l'exercice 2013), le RESOP s'élevant à 3,1 M€ (vs 6,2 M€ en 2013).

La baisse d'activité et les restructurations ont eu un impact sur les comptes de la société en 2014. Cette situation a ainsi conduit le groupe à constater une dépréciation de 16,1 M€ de ses Goodwill, principalement sur l'actif Ciao, et des charges de restructuration de 1,6 M€ (cette charge ayant été évaluée à 2,1 M€ lors de la communication financière du 4 Mars 2015).

Le résultat avant charges financières et impôts ressort ainsi à (14,7) M€. Après un résultat financier positif de 0,5 M€ et 2,2 M€ de charge d'impôts, le résultat net part du groupe ressort à (16,5) M€.

L'activité de l'exercice a généré un flux de trésorerie positif de 4,3 M€ et la trésorerie du groupe au 31 décembre 2014 s'élève à 31,1 M€. Le montant des capitaux propres s'élève à 29,9 M€ et le groupe LeGuide ne dispose pas de dette financière.

Compte tenu des impacts significatifs sur son business model, LeGuide demeure très attentif aux discussions en cours à la Commission Européenne concernant le moteur de recherche Google. La nature prioritaire de ce dossier pour la nouvelle commissaire chargée de la concurrence, Margrethe Vestager, a été confirmée par le vote en Novembre 2014 d'une résolution non contraignante obligeant les moteurs de recherche dominants à séparer leurs activités de recherche de leurs activités commerciales par le Parlement Européen. Le premier semestre 2015 devrait connaître des développements entre le géant américain et la Commission Européenne.

Au cours de l'exercice 2014, LeGuide.com S.A. a mis en place une stratégie offensive autour de 3 axes : le développement du trafic alternatif, le redressement de Ciao et le déploiement des innovations. Le Groupe a voulu challenger le modèle existant dans le domaine du shopping en ligne en proposant un concept novateur : un réseau social pour le shopping qui s'adapte à la personnalité et aux goûts de chaque utilisateur grâce à une technologie de taste matching (similarité). Le lancement de la version beta du site de social shopping blacklist.me™ beta est intervenu en Avril 2014.

Dans la même veine, poursuivant ses investissements pour renouveler ses sites et les déployer sur mobile, le groupe a lancé une version mobile des sites Choozen et Pikengo au cours du second semestre 2014. Le groupe a également signé/renouvelé des partenariats avec des acteurs de premier plan comme Yahoo, CCM Benchmark, Groupe Le Figaro ou encore Orange.

#### **Litige avec l'administration fiscale**

A l'issue d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2009 à 2011, l'administration fiscale a notifié fin 2012 des rappels portant sur l'exercice 2009 et le 1<sup>er</sup> août 2013 des rappels sur les exercices 2010 et 2011. Le cumul des montants notifiés s'élevait en principal à 200K€, augmenté de 28K€ d'intérêts de retard.

La société a contesté le 1<sup>er</sup> octobre 2013 les fondements de la proposition de rectification adressée par l'administration. Dans une réponse du 27 août 2014, l'administration a abandonné les rectifications proposées.

**NOTE 3 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

**PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

Les principales méthodes comptables adoptées par la société LEGUIDE.COM sont les suivantes :

**Note 3.1 Immobilisations incorporelles**

- Les noms et marques figurent à l'actif des comptes annuels pour leur coût d'acquisition et ne sont pas amortis. Les frais engagés lors de leur acquisition sont enregistrés en charges d'exploitation de l'exercice.
- Les logiciels acquis ou produits par le groupe sont inscrits à l'actif des comptes annuels pour leur coût d'acquisition ou de production et sont amortis en linéaire sur leur durée prévisible d'utilisation qui, habituellement, n'excède pas 3 ans.

Sur le plan fiscal, les logiciels acquis sont amortis sur une durée de 12 mois avec prorata temporis en mois ; les coûts relatifs aux logiciels produits par l'entreprise sont déduits l'année de leur engagement.

Les suppléments d'amortissement en résultant sont constitués par voie d'amortissements dérogatoires.

**Note 3.2 Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif à leur coût d'acquisition, diminué d'un amortissement calculé suivant le mode linéaire (L) ou dégressif (D) sur la base de leur durée de vie économique. Les durées d'utilisation appliquées sont les suivantes :

- Agencements et installations	:	5 à 10 ans (L)
- Matériel de bureau	:	de 3 à 5 ans (D) ou (L)
- Mobilier de bureau	:	de 3 à 10 ans (L)

L'amortissement dégressif est pratiqué par la société sur le plan fiscal uniquement ce qui se traduit par la constatation d'amortissements dérogatoires dont les mouvements impactent le résultat exceptionnel de l'exercice.

### **Note 3.3 Immobilisations financières**

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'acquisition ainsi que les frais d'acquisition afférents. Ce dernier poste fait l'objet d'une déduction sur le plan fiscal sur 5 ans avec prorata temporis par voie de constitution d'un amortissement dérogatoire.

Lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation financière est inférieure à son coût d'acquisition ou à sa valeur comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est notamment déterminée en fonction de l'estimation des cash-flows futurs.

Les dépôts de garantie sont enregistrés au bilan pour le montant versé.

Lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation financière est inférieure à son coût d'acquisition ou à sa valeur comptable, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

### **Note 3.4 Actions propres**

Les actions propres sont classées selon les modalités suivantes :

- les actions propres acquises en vue de couvrir des plans de stocks options présents et à venir sont classées en Valeurs mobilières de placement ;
- tous les autres mouvements sont classés en « autres titres immobilisés » ; il s'agit notamment des actions autodétenues dans le cadre d'un contrat de liquidité.

À la clôture de l'exercice, une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'achat est inférieure à la moyenne des cours de Bourse du dernier mois de l'exercice.

### **Note 3.5 Créances clients et comptes rattachés**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et une dépréciation spécifique est dotée sur des créances identifiées comme présentant un risque d'irrécouvrabilité totale ou partielle.

Les créances présentant un risque potentiel ou un retard anormal dans le recouvrement font l'objet d'une dépréciation de 65% ou 90% selon l'ancienneté, la nature et le niveau du risque identifié (litige déclaré ou absence d'indice positif de recouvrement).

### **Note 3.6 Opérations, créances et dettes en devises**

Les créances et dettes en devises sont converties en cours d'exercice, au cours de change du jour de la transaction (ou en cas d'opérations multiples dans une même devise sur une période donnée au cours de change mensuel moyen) et au cours de clôture à la date d'arrêté des comptes. Dans le cas où une perte de change latente est constatée, une provision pour perte de change est constituée à due concurrence. Les gains latents de change ne sont pas reconnus en profit de la période.

Une couverture de change est mise en place afin de faire face aux variations de change. Les factures libellées en dollars qui font l'objet de cette couverture sont enregistrées au cours de couverture négocié.

**Note 3.7 Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement, constituées de comptes à terme, sont présentées à leur coût d'achat. Elles font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire devient inférieure à leur valeur comptable.

**Note 3.8 Reconnaissance du chiffre d'affaires**

Les ressources de la société proviennent essentiellement de contrats de prestations consistant en la livraison de trafic qualifié (appelé clics). Ces prestations sont très majoritairement facturées mensuellement.

Les prestations sont reconnues en chiffre d'affaires au moment de leur réalisation effective c'est-à-dire au moment des livraisons de clics.

**Note 3.9 Reconnaissance d'opérations en résultat exceptionnel**

Le résultat exceptionnel comprend, le cas échéant, des éléments extraordinaires correspondant à des opérations ou événements non récurrents d'une importance significative par leur montant.

**Note 3.10 Indemnités de fin de carrière – Droit individuel à la formation**

La société ne constitue pas de provision pour indemnités de fin de carrière. Elle présente cette information en engagements hors bilan (cf note 4-26).

Conformément à la Législation en vigueur, les salariés de la société ont acquis à partir de l'année 2004, des droits individuels à la formation (5 439 heures au 31 décembre 2014). Ces droits constituent une charge potentielle dont le caractère éventuel ne permet pas de répondre aux critères actuels de reconnaissance des passifs. En conséquence l'entreprise ne comptabilise aucune provision à ce titre.

**Note 3.11 Provisions**

Une provision pour risque est constituée en cas de litige avec les tiers sur la base d'une analyse au cas par cas.

Une provision pour charge est constituée en cas de sortie probable de ressources sans contrepartie économique équivalente.

**NOTE 4 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES****Note 4.1 Immobilisations incorporelles**

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit:

	01/01/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Marques/noms	36 357	-	-	36 357
Logiciels	2 209 300	141 382	440 627	1 910 055
Sites	141 298	-	-	141 298
<b>TOTAL</b>	<b>2 386 955</b>	<b>141 382</b>	<b>440 627</b>	<b>2 087 710</b>

Les variations des amortissements s'analysent comme suit :

	01/01/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Marques/noms	-	-	-	-
Logiciels	1 778 781	296 352	440 627	1 634 506
Sites	141 298	-	-	141 298
<b>TOTAL</b>	<b>1 920 079</b>	<b>296 352</b>	<b>440 627</b>	<b>1 775 804</b>

**Note 4.2 Immobilisations corporelles**

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

	01/01/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Aménagements et installations	242 015	-	-	242 015
Matériels et mobiliers de bureau	1 948 891	410 169	133 450	2 225 610
	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 190 906</b>	<b>410 169</b>	<b>133 450</b>	<b>2 467 625</b>

Les variations des amortissements s'analysent comme suit:

	01/01/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Aménagements et installations	16 332	34 573	-	51 064
Matériels et mobiliers de bureau	766 121	497 661	133 450	1 130 333
	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>782 454</b>	<b>532 234</b>	<b>133 450</b>	<b>1 181 397</b>

**Note 4.3 Immobilisations financières**

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

<i>Participations</i>	01/01/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Gooster	27 770	-	-	27 770
Dooyoo	15 839 714	-	-	15 839 714
Shopping Guide	2 027 600	3 000 000	-	5 027 600
<b>TOTAL</b>	<b>17 895 084</b>	<b>3 000 000</b>	-	<b>20 895 084</b>

<i>Autres immobilisations financières</i>	01/01/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Autres titres immobilisés	1 484	-	-	1 484
Autres immobilisations financières	130 939	425	-	131 364
Créances rattachées à des participations	14 850 000	-	3 000 000	(2) 11 850 000
Actions propres (1)	30 284	22 290	-	52 575
Contrat de liquidité - disponibilités	122 867	-	33 085	89 782
<b>TOTAL</b>	<b>15 135 574</b>	<b>22 715</b>	<b>3 033 085</b>	<b>12 125 205</b>

(1) Au 31 décembre 2014, la société Leguide.com détient 1 709 de ses propres titres dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu en septembre 2012 (voir note 4.9).

(2) Dont concernant les entreprises liées : 11 850 000 €

Les dépréciations s'analysent comme suit:

	01/01/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Titres Dooyoo	7 330 000	2 158 000	-	9 488 000
Titres Shopping Guide	-	5 027 600	-	5 027 600
Créance Shopping Guide	-	11 850 000	-	11 850 000
<b>TOTAL</b>	<b>7 330 000</b>	<b>19 035 600</b>	-	<b>26 365 600</b>

Les tests de dépréciation mis en œuvre ont fait apparaître la nécessité de faire évoluer les dépréciations.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Période des projections : 4 ans
- Coût moyen pondéré du capital (taux d'actualisation) : 7,35 %
- Taux d'actualisation du dernier flux normatif à l'infini : 2,0 %

**Note 4.4 Créances clients et comptes rattachés**

Les créances clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

Créances clients et comptes rattachés	31/12/2014	31/12/2013
Clients / Clients factures à établir	9 206 197	8 829 397
Clients – Créances douteuses et litigieuses	1 089 833	1 693 207
Dép. sur créances douteuses et litigieuses	(870 949)	(1 398 735)
Dép. / Incertitudes de recouvrement clients	(1 326 889)	(1 131 483)
<b>TOTAL</b>	<b>8 098 192</b>	<b>7 992 386</b>

Détail des dépréciations sur créances clients	Dépr. 01/01/2014	Dotations	Reprises (1)	Dépr. 31/12/2014
Clients – Créances douteuses et litigieuses	1 398 735	473 866	1 001 652	870 949
Clients – Incertitudes de recouvrement	1 131 483	1 623 290	1 427 884	1 326 889
<b>TOTAL</b>	<b>2 530 218</b>	<b>2 097 156</b>	<b>2 429 536</b>	<b>2 197 838</b>

(1) Dont reprises non utilisées : 135 K€.

Les créances clients ont une échéance inférieure à un an.

**Note 4.5 Autres créances**

Les autres créances ont une échéance inférieure à un an.

Autres créances	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Etat taxes sur le chiffre d'affaires	665 788	601 883
Personnel et organismes sociaux	6 366	59 936
Etat, impôt sur les bénéfices	-	3 243 640
Comptes courants	19 818 587 (1)	3 881 509
Divers	-	16 226
<b>TOTAL</b>	<b>20 490 741</b>	<b>7 803 194</b>

(1) Dont concernant les entités liées : 19 818 587 €.

**Note 4.6 Trésorerie**

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Valeurs mobilières de placement (1)	4 292 700	6 433 000
Disponibilités	1 422 930	10 519 068
<b>TOTAL</b>	<b>5 715 630</b>	<b>16 952 068</b>

(1) Au 31 décembre 2014, ce poste est exclusivement constitué de comptes à terme et des intérêts afférents.

**Note 4.7 Comptes de régularisation et assimilés**

Ces postes se composent de charges constatées d'avance. Ils correspondent pour 594 076 € à des ajustements classiques de charges d'exploitation.

**Note 4.8 Détail des produits à recevoir (4 656 405 €)**

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Intérêts courus sur avance	-	-
Clients - Factures à établir	4 339 766	-
Fournisseurs – avoirs à recevoir	-	-
Groupe - intérêts à recevoir	23 939	1 195
Divers à recevoir	-	-
Intérêts courus à recevoir	292 700 (1)	233 000 (1)
<b>TOTAL</b>	<b>4 656 405</b>	<b>234 195</b>

(1) - Dépôts à terme à taux progressifs

**Note 4.9 Capitaux propres**

Le tableau de variation des capitaux propres s'analyse comme suit sur l'année 2014 :

	Capital	Primes	Réserves	Rés. de l'ex.	Autres	Total capitaux propres
<b>Situation clôture 31/12/2013</b>	<b>1 789 717</b>	<b>19 216 250</b>	<b>20 163 068</b>	<b>4 824 892</b>	<b>1 357 286</b>	<b>47 351 213</b>
<b>Mouvements</b>						
- Augmentations de capital	11 650	306 368	-	-	-	318 018
- Emission d'actions gratuites	12 280	-	(12 280)	-	-	-
- Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	4 824 892	(4 824 892)	-	-
- Résultat de l'exercice	-	-	-	(15 197 190)	-	(15 197 190)
- Provisions réglementées	-	-	-	-	(147 648) (1)	(147 648)
<b>Situation clôture 31/12/2014</b>	<b>1 813 647</b>	<b>19 522 618</b>	<b>24 975 680</b>	<b>(15 197 190)</b>	<b>1 209 638</b>	<b>32 324 393</b>

(1) Détail de la répartition et des mouvements des Amortissements dérogatoires :

Amortissements dérogatoires	31 décembre 2013	Dotations	Reprises	31 décembre 2014
Différentiel de durée ou de mode d'amortissement.	1 357 286	94 431	242 080	1 209 638
<b>Total</b>	<b>1 357 286</b>	<b>94 431</b>	<b>242 080</b>	<b>1 209 638</b>

Au 31 décembre 2014, le capital de la société est constitué de 3 627 294 actions parmi lesquelles 3 421 361 actions bénéficient d'un droit de vote double représentant 97,1 % des droits de vote pour 94,32 % du capital.

A cette date, la société détient 1 709 de ses propres actions (voir note 3.4 relative aux actions propres). Ces dernières ont été acquises sur le marché au titre d'un programme de rachat d'actions portant sur un nombre maximum de 10% des titres qui représentent

le capital, initié en septembre 2012 dans le cadre des dispositions de l'article L.225-209-1 du Code de Commerce. Conformément à la réglementation en vigueur, ces dernières sont privées de droits pécuniaires et extra pécuniaires.

Les titres donnant accès au capital de la société consolidante sont les suivants :

	Nombre	Départ des options	Prix de souscription	Parité lors de l'exercice	% maximal de capital (droits financiers) (2)
BSPCE *	334	2009	14,37 €	1 act. pour 1	0,01%
BSPCE *	3 250	2011	23,86 €	1 act. pour 1	0,09%
BSPCE *	7 486	2012	13,26 €	1 act. pour 1	0,20%
Actions gratuites (1)	4 000	2012	na	na	0,11%
Actions gratuites (1)	2 500	2013	na	na	0,07%
Bons de souscription d'actions (3)	11 400	2012	28 €	variable	2,39%
Bons de souscription d'actions (3)	8 950	2013	28 €	variable	1,88%

\* *Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise*

(1) Plan salariés

(2) Les pourcentages s'entendent dans l'hypothèse d'une souscription intégrale de tous les bons et actions gratuites en circulation au 31 décembre 2014.

(3) Les modalités d'exercice de ces bons sont fonction des résultats futurs.

#### Note 4.10 Information financière réduite à une seule action

	Année 2014 (12 mois)	Année 2013 (12 mois)
Nombre moyen pondéré d'actions	3 604 967	3 566 848
Résultat net par action	(4,22) €	1,35 €

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Nombre d'actions en circulation en fin de période	3 627 294	3 579 434
Fonds propres par action (1)	8,91 €	13,23 €

(1) Y compris le résultat de la période.

#### Note 4.11 Provisions

Le poste « Provisions » s'analyse comme suit au 31 décembre 2014 :

	01/01/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Provisions pour litiges avec des tiers	66 350	236 000	66 350	236 000
<b>TOTAL</b>	<b>66 350</b>	<b>236 000</b>	<b>66 350 (1)</b>	<b>236 000</b>

(1) dont reprises utilisées : 0 €.

**Note 4.12 Emprunts et dettes financières**

Le poste « Emprunts et dettes financières » s'analyse comme suit au 31 décembre 2014 :

	31 décembre 2014	Dont part à moins d'un an	Dont part comprise entre un et cinq ans	Dont part à plus de cinq ans	31 décembre 2013
Emprunts bancaires	-	-	-	-	-
Soldes créditeurs de banques	19 972	19 972	-	-	4 671
Comptes courants	14	14	-	-	3 125 995
Dépôt reçus	21 533	21 533	-	-	7 033
<b>TOTAL</b>	<b>41 519</b>	<b>41 519</b>	-	-	<b>3 137 699</b>

**Note 4.13 Dettes fournisseurs et comptes rattachés**

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont d'échéances inférieures à un an et s'analysent comme suit :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Fournisseurs	2 628 620	1 365 052
Factures non parvenues	5 430 067	4 669 264
<b>TOTAL</b>	<b>8 058 687 (1)</b>	<b>6 034 316 (1)</b>

(1) Dont concernant les entités liées : 2 650 097 €

**Note 4.14 Dettes fiscales et sociales**

Les dettes fiscales et sociales ont une échéance inférieure à un an au 31 décembre 2014 et s'analysent comme suit :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
<b>Dettes sociales</b>	<b>1 402 251</b>	<b>1 699 082</b>
Personnel et comptes rattachés	709 649	1 036 854
Organismes sociaux	692 602	662 228
<b>Dettes fiscales</b>	<b>1 046 984</b>	<b>1 558 132</b>
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	909 985	1 363 883
Autres impôts et taxes	136 999	194 249
<b>TOTAL</b>	<b>2 449 235</b>	<b>3 257 214</b>

**Note 4.15 Autres dettes**

Le poste « Autres dettes » s'analyse comme suit au 31 décembre 2014 :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
<b>Autres dettes</b>	<b>41 626</b>	<b>915 407</b>
Clients – avoirs à établir	-	84 533
Autres dettes opérationnelles	15 000	15 000
Clients créditeurs	(1) 26 626	815 874

(1) Dont concernant les entités liées : 26 626 €

**Note 4.16 Détail des charges à payer (6 563 687 €)**

<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>Montant</b>
Fournisseurs factures non parvenues	5 430 067
<b>TOTAL</b>	<b>5 430 067</b>

<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>Montant</b>
Pers congés à payer	243 092
Provision participation des salariés	140 743
Pers autres charges à payer	284 784
Org.soc. congés à payer	109 391
Org.soc. autres charges à payer	203 611
Etat autres charges à payer	136 999
<b>TOTAL</b>	<b>1 118 620</b>

<b>Autres dettes</b>	<b>Montant</b>
Créditeurs divers charges à payer	15 000
<b>TOTAL</b>	<b>15 000</b>

**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Note 4.17 Analyse du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires réalisé par la société au cours de la période s'élève à 31 122 629 €.

Il se répartit comme suit :

	Année 2014 (12 mois)	%	Année 2013 (12 mois)	%
Livraisons de clics et rev. ass.	30 138 006	97 %	32 667 963	95 %
Autres (publicité, mailing...)	984 623	3 %	1 569 060	5 %
<b>TOTAL</b>	<b>31 122 629</b>	<b>100 %</b>	<b>34 237 023</b>	<b>100 %</b>

La répartition par zone de facturation (France vs export) (1) se décompose comme suit :

	France 2014 (12 mois)	%	Export 2014 (12 mois)	%	France 2013 (12 mois)	%	Export 2013 (12 mois)	%
Livraisons de clics et rev. ass.	23 929 375	96%	6 050 545	98%	25 098 936	97%	7 569 027	92%
Autres (publicité, mailing...)	1 022 341	4%	120 367	2%	893 230	3%	675 830	8%
<b>TOTAL</b>	<b>24 951 716</b>	<b>100%</b>	<b>6 170 913</b>	<b>100%</b>	<b>25 992 166</b>	<b>100%</b>	<b>8 244 857</b>	<b>100%</b>

(1) Cette répartition correspond au chiffre d'affaires facturé à des sociétés françaises vs des sociétés étrangères. Elle n'est pas directement comparable à la ventilation du chiffre d'affaires par zone de production (France vs International).

**Note 4.18 Autres produits d'exploitation**

Périodes	2014 (12 mois)	2013 (12 mois)
Subventions d'exploitation	16 943	76 708
Reprise de dépréciation de créances (1)	2 429 536	413 350
Reprise de provision	66 350	337 050
Transferts de charges d'exploitation	4 082 286 (2)	1 996 056
Autres produits de gestion courante	2 603	7 004
<b>TOTAL</b>	<b>6 597 718</b>	<b>2 830 168</b>

(1) Voir note 4.4 relative aux créances clients et comptes assimilés.

(2) Ce poste correspond pour 4 075 733 € à des refacturations de frais aux entités liées.

**Note 4.19 Dépenses de recherche et coûts de développement**

La société a engagé sur l'année 2014 des coûts de développement et de recherche pour un montant de 514 K€.

Ces coûts figurent dans les charges de l'exercice.

**Note 4.20 Résultat financier**

Périodes	2014 (12 mois)	2013 (12 mois)
<b>Produits financiers</b>	<b>292 005</b>	<b>616 559</b>
Plus-values sur OPCVM de trésorerie	-	-
Intérêts et assimilés	200 172	281 518
Gains de change	685	43 002
Intérêts sur comptes courant / avances	91 147	292 040
Revenus des titres de participation	-	-
Reprise provision perte de change	-	-
<b>Charges financières</b>	<b>19 046 887</b>	<b>32 882</b>
Intérêts sur emprunts à moyen/long terme	-	9 262
Dépréciation des immobilisations financières	19 035 600	-
Pertes de change	196	1 620
Intérêts des comptes courants	11 090	22 000
<b>Résultat financier</b>	<b>(18 754 882)</b>	<b>583 677</b>

**Note 4.21 Résultat exceptionnel**

Périodes	2014 (12 mois)	2013 (12 mois)
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>272 804</b>	<b>418 680</b>
Cessions d'immobilisations	-	849
Reprise sur amortissements dérogatoires	242 080	415 071
Boni sur rachat de titres propres	5 224	2 760
Indemnités reçues	25 500	-
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>113 376</b>	<b>153 573</b>
Dotations aux amortissements dérogatoires	94 431	143 560
Dépréciations exceptionnelles des immobilisations incorporelles	-	6 785
Mali sur rachats de titres propres	16 019	-
Autres	2 926	3 228
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>159 428</b>	<b>265 107</b>

**Note 4.22 Charges d'impôts sur les bénéfices (1 443 581 €)**

Le poste Impôts sur les bénéfices se décompose comme suit :

Périodes	2014 (12 mois)	2013 (12 mois)
<b>Impôts exigibles</b>	<b>1 443 581</b>	<b>2 061 674</b>
Impôts sur les bénéfices	1 645 390	2 224 627
Contribution additionnelle	29 119	48 234
Crédits d'impôts	(230 928) (1)	(211 187)
<b>TOTAL</b>	<b>1 443 581</b>	<b>2 061 674</b>

(1) dont crédit d'impôt recherche 2014 : 231 197 €.

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices se décompose comme suit :

K€	Base	Impôt et contribution additionnelle
Résultat courant	(15 881)	1 739
Résultat exceptionnel	159	55
Participation	(141)	(120)
Crédits d'impôt	231	-
Impôt et contribution additionnelle	(1 675)	-
<b>TOTAL</b>	<b>(17 305)</b>	<b>1 675</b>

**Note 4.23 Analyse de la fiscalité différée**

Dans le tableau qui suit, un signe négatif implique un passif d'impôt latent, un signe positif un actif d'impôt latent.

Nature (en milliers d'€)	Bases d'impôt 2014	- 1 an	Entre 1 et 5 ans	+ 5 ans ou non défini	Bases d'impôt 2013
<b>Décalages temporaires en base</b>					
Amortissements dérogatoires	(1 209)	(179)	(128)	(902)	(1 357)
Charges non déductibles temporairement A déduire l'année suivante	194(1)	194	-	-	42
Produits imposés fiscalement mais non encore comptabilisés	-	-	-	-	-
<b>Total des décalages d'imposition en bases</b>	<b>(1 015)</b>	<b>15</b>	<b>(128)</b>	<b>(902)</b>	<b>(936)</b>
<b>Total des décalages en impôt (34,43%)</b>	<b>(350)</b>	<b>5</b>	<b>(44)</b>	<b>(311)</b>	<b>(322)</b>

(1) Dont participation des salariés : 141 K€.

**AUTRES INFORMATIONS****Note 4.24 Ventilation des effectifs**

Au cours de l'année 2014, les effectifs moyens de la société se sont élevés à 103 personnes. Leur répartition est la suivante :

- 45 cadres
- 55 ETAM
- 3 salariés en alternance.

Au 31 décembre 2014, les effectifs s'élèvent à 98 personnes.

**Note 4.25 Rémunérations et avantages alloués aux membres des organes d'administration et de direction**

Rémunérations versées aux organes de direction : 373 485 €

Rémunérations versées aux organes d'administration : 30 000 €

Rémunérations à raison de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées : néant

Engagement en matière de pension et indemnités assimilées : néant

**Note 4.26 Sûretés réelles consenties et engagements hors bilan****Engagements donnés et reçus**

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
<b>Engagements donnés</b>	<b>7 077</b>	<b>961</b>
Avals, cautions, garanties	-	-
Autres engagements donnés	-	-
- Personnel - Indemnités de fin de carrière	29	20
- Fournisseurs	41	41
- Couverture de change	7 007	900
	-	-
<b>Engagements reçus</b>	-	-
Avals, cautions, garanties	-	-
Effets escomptés non échus	-	-
Autres engagements donnés	-	-

Les principales hypothèses suivantes ont été retenues pour évaluer le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées :

- Age de départ : 67 ans
- Taux de charges sociales : 45%
- Taux de rotation : 18% Taux d'actualisation: 3 %

Le contrat de couverture en cours au 31 décembre 2014 porte sur l'achat de 9 241 000 USD et fixe à 1,35 le taux de couverture pour 5 241 000 USD et à 1,28 pour 4 000 000 USD. Le montant non utilisé au 31 décembre 2014 est de 9 241 000 USD, soit 7 007 222 €.

**Note 4.27 Tableau des filiales**

En milliers d'€	Capital social	Capitaux propres autres que le capital (1)	Quote-part détenue (%)	Valeur comptable des titres détenus	Chiffre d'affaires	Résultat net 2014	Dividendes versés	Prêts et avances consentis par la société mère	Avals et cautions consentis
<b>GOOSTER</b> 12, rue godot de Mauroy 75009 PARIS	1 K€	63 K€	100 %	28 K€	20 K€	10 K€	Néant	47	Néant
<b>dooyoo GmbH</b> Leopoldstraße 236 Munich (Allemagne)	100 K€	4 904 K€	100 %	Brute : 15 840 K€ Nette : 6 351 K€	1 113 K€	(10) K€	Néant	Néant	Néant
<b>Shopping Guide</b> Leopoldstraße 236 Munich (Allemagne)	5 025 K€	(15 010) K€	100%	Brute : 5 027 K€ Nette : 0 K€	6 865 K€	(3441) K€	Néant	11 857 K€	Néant

(1) Les capitaux propres s'entendent avant résultat de l'exercice 2014

**Note 4.28 Comptes consolidés**

Les sociétés suivantes sont incluses dans le périmètre de consolidation de ces comptes :

GOOSTER SARL – 12, rue Godot de Mauroy 75009 Paris

dooyoo GmbH – Leopoldstraße 236 Munich Allemagne

dooyoo.co.uk – Matrix House 12-16 Lionel Road Canvey Island Essex SS8 9DE (R-U.)

dooyoo.it SRL - Rome (Italie) – La société Dooyoo.It S.R.L a été liquidée le 21 Novembre 2014

Shopping Guide GmbH – Leopoldstraße 236 Munich Allemagne

Les comptes de la société Leguide.com et de ses filiales sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe Lagardère.

**Informations financières relatives aux entités liées**

(Informations exprimées en milliers d'€)

Poste / société	K€
Titres de participation	20 895
Créances rattachées à des participations	11 850
Créances clients – actif circulant	3 036
Créances / dettes financières	19 797
Dettes fournisseurs / autres dettes	(2 677)
Produits de participations	3
Autres produits financiers	(111)
Charges financières	(51)

Les opérations intervenues avec des parties liées au cours de l'exercice 2014 concernent des entités détenues à 100% par la société Leguide.com excepté celles réalisées avec Lagardère Active.

La société Leguide.com fait partie du périmètre d'intégration fiscale du groupe Lagardère SCA.

La convention d'intégration fiscale prévoit que la société supporte dans l'intégration fiscale la même charge d'impôt qu'en absence d'intégration fiscale.

**Note 5 - FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES ANNUELS****Litige Etain Passion**

Dans le cadre d'une nouvelle procédure initiée en mars 2013 par les sociétés SARL Pewterpassion.com et SARL Saumon's (ensemble « Etain Passion ») à l'encontre de LeGuide.com, le Tribunal de commerce de Paris a condamné le 2 février 2015 LeGuide.com, sous astreinte de 2.000 EUR par jour de retard, à :

- Identifier de manière claire et loyale, comme étant un contenu à caractère publicitaire le contenu de LeGuide.com diffusé sur les sites partenaires
- Identifier de manière claire, loyale et précise son contenu à caractère publicitaire diffusé par les moteurs de recherche par l'insertion des mots « publicité » ou « annonce payante » dans le code source des pages de ses sites.

Le tribunal a aussi condamné LeGuide.com à payer aux sociétés Pewterpassion.com et Saumon's les sommes de 10 000 EUR en réparation du préjudice subi et 12 000 EUR sur le fondement de l'article 700 du CPC.

LeGuide. Com a interjeté appel fin février 2015 à l'encontre de ce Jugement et devrait voir ses obligations réglementaires précisées lors de la publication d'ici l'été 2015 du décret *Compareurs* introduit par la loi *Hamon* du 17 mars 2014.

L'obligation d'insérer une mention « *Publicité* » ou « *Annonce payante* » dans le code source des pages des sites LeGuide.com si elle était confirmée pourrait avoir un impact négatif dans le référencement naturel des pages LeGuide.com sur les moteurs de recherche et constituerait un facteur de risque impactant défavorablement le business model de la société LeGuide.com.